



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

GIRONDE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°33-2019-106

PUBLIÉ LE 4 JUILLET 2019

Sommaire

CHU DE BORDEAUX

33-2019-06-27-006 - decision d ouverture de concours interne sur titres de cadre de sante paramedical filliere reeducation ergotherapeute en vue de pourvoir 1 poste au sein du chu de bordeaux (2 pages)

Page 3

DDTM33

33-2019-06-27-005 - Arrêté préfectoral prorogeant les effets de la déclaration de projet portant sur la construction du pôle océanographique aquitain sur la commune d'Arcachon (2 pages)

Page 6

DIRECTION DEPARTEMENTALE DELEGUEE DE LA COHESION SOCIALE DE LA GIRONDE

33-2019-06-27-007 - Arrêté autorisant une congrégation reconnue à acquérir des biens immobiliers (1 page)

Page 9

DREAL Nouvelle Aquitaine

33-2019-06-26-004 - Arrêté préfectoral de refus - Société Ferme Éolienne de la Petite Valade à MARANSIN (3 pages)

Page 11

PREFECTURE DE LA GIRONDE

33-2019-07-04-001 - Arrêté 13ème BORDEAUX SUD-OUEST CLASSIC (54 pages)

Page 15

33-2019-07-04-003 - Arrêté interdisant vente et transport des artifices, carburants, acides et produits inflammables - du 5 au 7 juillet 2019 (2 pages)

Page 70

33-2019-07-03-004 - Arrêté interpréfectoral portant nomination au Conseil de gestion du parc naturel marin du bassin d'Arcachon (5 pages)

Page 73

33-2019-07-04-002 - Arrêté portant interdiction de manifestations publiques prévues le 6 juillet 2019 (3 pages)

Page 79

CHU DE BORDEAUX

33-2019-06-27-006

decision d ouverture de concours interne sur titres de cadre
de sante paramedical filliere reeducation ergotherapeute en
vue de pourvoir 1 poste au sein du chu de bordeaux

DECISION N° 2019-192

Le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de BORDEAUX,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,
Vu le décret n° 2011-746 du 27 juin 2011 portant statuts particuliers des corps des personnels de rééducation de la catégorie B de la fonction publique hospitalière,
Vu le décret n° 2012-1466 du 26 décembre 2012 portant statut particulier du corps des cadres de santé paramédicaux de la fonction publique hospitalière,
Décret 2016-647 du 19 mai 2016 modifié, relatif au classement indiciaire applicable aux corps paramédicaux de la catégorie A de la fonction publique hospitalière,
Vu l'arrêté du 25 juin 2013 fixant la composition du jury et les modalités d'organisation des concours interne sur titres sur titres permettant l'accès au corps des cadres de santé paramédicaux de la fonction publique hospitalière,

DECIDE

ARTICLE I

Un concours interne sur titres de cadre de santé paramédical dans la **filière rééducation** est ouvert au Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux en vue de pourvoir 1 poste:

- **1 poste d'ergothérapeute – cadre de santé paramédical**

La date de clôture des inscriptions est fixée au **MARDI 27 AOUT 2019**, minuit, le cachet de la poste faisant foi.

ARTICLE II

Peuvent faire acte de candidature,

- les **fonctionnaires hospitaliers titulaires** du diplôme de cadre de santé, relevant du corps régis par le décret n° 88-1077 du 30 novembre 1988, modifié, et du décret n° 2010-1139 du 29 septembre 2010 portant statut particulier des personnels de rééducation de la fonction publique hospitalière ; comptant au moins cinq ans de services effectifs accomplis au 1^{er} janvier 2018.
- les **agents non titulaires** de la fonction publique hospitalière, titulaires du diplôme de cadre de santé paramédical ayant accompli au moins cinq ans de services publics effectifs en qualité de personnel de la filière rééducation au 1^{er} janvier 2018.

Les candidats titulaires des certificats cités à l'article 2 du décret n°95-926 du 18/08/95 portant création du diplôme de cadre de santé sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé.

Les candidats titulaires des certificats cités à l'article 2 du décret n°95-926 du 18/08/95 portant création du diplôme de cadre de santé paramédical sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé paramédical.

Les candidats doivent remplir les conditions d'accès à la fonction publique hospitalière :

- posséder la nationalité française ou être ressortissant d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ;
- ne pas avoir de mentions portées au bulletin n° 2 de son casier judiciaire incompatibles avec l'exercice de ces fonctions,
- se trouver en position régulière au regard des lois sur le recrutement de l'Armée ou de la Journée d'Appel de Préparation à la Défense ou de la journée défense et citoyenneté.

ARTICLE III

Les personnes intéressées par ce concours doivent adresser leur dossier de candidature **complet** (Les diplômes ou certificats dont ils sont titulaires, et notamment le diplôme de cadre de santé paramédical ainsi qu'un curriculum vitae établi par le candidat sur papier libre) avant la date de clôture à la :

**Direction Générale du Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux
Département des Ressources Humaines
Secteur Recrutement Concours
12 rue Dubernat
33404 TALENCE cedex**

ARTICLE IV

Ce concours est publié et affiché dans tous les établissements du centre hospitalier universitaire de Bordeaux, dans les établissements des préfetures et sous préfetures de la région Aquitaine, de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine ainsi que sur le site internet de cette dernière et sera inséré aux recueils des actes administratifs des préfetures des départements de la région Aquitaine.

ARTICLE V

La composition du jury est définie comme suit :

- 1- Le directeur de l'établissement organisateur du concours ou son représentant, président ;
- 2- Un membre des corps de personnels de direction régis par le décret du 2 août 2005 susvisé ou par le décret du 26 décembre 2007 susvisé, en fonctions dans le ou les départements concernés, choisi par le directeur de l'établissement organisateur du concours.
- 3- Un directeur des soins régi par le décret du 19 avril 2002 susvisé.
- 4- Un cadre de santé paramédical régi par le décret du 31 décembre 2001 susvisé, ou un cadre de santé paramédical régi par le décret du 26 décembre 2012 susvisé issu de la filière au titre de laquelle le concours est ouvert, et en fonctions dans le département concerné.
- 5- Le président de la commission médicale d'établissement ou son représentant en fonctions dans l'établissement organisateur. A défaut, il est fait appel à un président de commission médicale d'établissement ou son représentant en fonctions dans un établissement situé à proximité de l'établissement organisateur.

ARTICLE VI

Le directeur du département des ressources humaines est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Talence, le 27 juin 2019

Le Directeur Général
par délégation
Le Directeur du Département
des Ressources Humaines

François SADRAN



DDTM33

33-2019-06-27-005

Arrêté préfectoral prorogeant les effets de la déclaration de
projet portant sur la construction du pôle océanographique
aquitain sur la commune d'Arcachon

*prorogation des effets de la déclaration de projet pour la construction du pôle océanographique
aquitain sur la commune d'Arcachon*



PRÉFÈTE DE LA GIRONDE

Direction départementale
des territoires et de la mer
de la Gironde
Service aménagement urbain

Bordeaux, le **27 JUIN 2019**

ARRÊTÉ DU 27 JUIN 2019

Prorogation des effets de la déclaration de projet portant sur la construction
du pôle océanographique aquitain sur la commune d'Arcachon

**LA PRÉFÈTE DE LA GIRONDE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE,**

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 126-1 et R. 126-1 à R. 126-4 ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2014 déclarant d'intérêt général le projet de création du pôle océanographique aquitain sur la commune d'Arcachon ;

Vu le plan local d'urbanisme de la commune d'Arcachon approuvé le 26 janvier 2017 ;

VU le courrier du 26 février 2019 par lequel le Président de l'université de Bordeaux, demande au préfet de la Gironde de proroger les effets de la déclaration de projet susvisée, afin de démarrer les travaux de construction du pôle océanographique aquitain ;

CONSIDERANT le courrier du 22 mai 2019 du Président de l'université de Bordeaux, en réponse au courrier du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du 12 avril 2019, confirmant que le projet n'a subi et ne subira aucun changement significatif pouvant modifier l'appréciation de son intérêt général ;

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer.

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Sont prorogés pour une durée de cinq ans, à compter du 12 septembre 2019 jusqu'au 12 septembre 2024, les effets de la déclaration de projet prononcée par arrêté préfectoral du 12 septembre 2014.

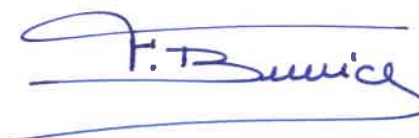
ARTICLE 2 : Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux dans le délai de deux mois courant à compter de l'accomplissement des mesures de publicité. Le tribunal administratif peut également être saisi, via l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet « www.telerecours.fr ».

Cité Administrative – B.P. 90 – 33090 BORDEAUX CEDEX

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État en Gironde et affiché pendant un mois à la mairie d'Arcachon. Le document comportant la déclaration de projet est consultable à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer – Service Aménagement Urbain – cité administrative – rue Jules Ferry 33090 Bordeaux cedex.

ARTICLE 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde, Le Sous-Préfet d'Arcachon, le Maire de la commune d'Arcachon, le Président de l'université de Bordeaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Préfète,



Fabienne BUCCIO

Cité Administrative – B.P. 90 – 33090 BORDEAUX CEDEX

DIRECTION DEPARTEMENTALE DELEGUEE DE LA
COHESION SOCIALE DE LA GIRONDE

33-2019-06-27-007

Arrêté autorisant une congrégation reconnue à acquérir des
biens immobiliers

*La Congrégation des sœurs de la Sainte Famille de Bordeaux est autorisée à acquérir un bien
immobilier situé 8 rue Bigourdan et 17 rue Léonce Jugla à Bordeaux*



PRÉFÈTE DE LA GIRONDE

Direction régionale et départementale
de la jeunesse des sports et de la cohésion sociale
Direction départementale déléguée de la Gironde

ARRÊTÉ

Autorisant une congrégation reconnue par décret
à acquérir des biens immobiliers

La PRÉFÈTE de la GIRONDE

- VU la loi du 2 janvier 1817 sur les dons et legs faits aux établissements ecclésiastiques, modifié par loi n°2011-525 du 17 mai 2011 - art. 21
- VU le Décret n°2007-807 du 11 mai 2007, relatif aux associations, fondations, congrégations et établissements publics du culte et portant application de l'article 910 du code civil ,
- VU l'ordonnance du 7 juin 1826 portant reconnaissance légale de la congrégation de Notre Dame de Lorette à Bordeaux et le décret du 7 janvier 1969 ayant autorisé la transformation du titre de cette congrégation en « Congrégation des Sœurs de la Sainte Famille » de Bordeaux
- VU le décret du 13 mai 1982 approuvant les modifications des statuts de la congrégation des Sœurs de la Sainte Famille de Bordeaux,
- VU l'arrêté du 16 avril 2019 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale – missions départementales,
- VU la délibération du Conseil provincial de la Congrégation en date du 4 avril 2019,
- VU Le compromis d'acquisition établi par Maître Sandrine DUVERGÉ-MEYSSAN, notaire à Bordeaux, le 24 juin 2019

ARRETE

ARTICLE PREMIER : La Congrégation des Sœurs de la Sainte Famille de Bordeaux représentée par la Supérieure provinciale Madame Thérèse SEGRETAIN est autorisée à acquérir le bien immobilier situé 8 rue Bigourdan, 17 rue Léonce Jugla 33 800 BORDEAUX, référencé comme suit au cadastre, pour un prix de vente de 460 000 €,

section	Numéro	Lieu dit	contenance		
			ha	a	ca
CE	139	8 rue Bigourdan, 17 rue Léonce Jugla		1	22

ARTICLE 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde et Madame la Directrice Départementale déléguée sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bordeaux, le 27 Juin 2019

Pour la Préfète et par délégation
La Directrice départementale déléguée

Danielle DUFORG

DREAL Nouvelle Aquitaine

33-2019-06-26-004

Arrêté préfectoral de refus -
Société Ferme Éolienne de la Petite Valade à MARANSIN



PRÉFÈTE DE LA GIRONDE

DREAL NOUVELLE-AQUITAINE
Service Patrimoine Naturel
Division Réglementation Espèces Protégées
Réf. : 80/2018

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE REFUS

Société Ferme Éolienne de la Petite Valade à MARANSIN

LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE
PRÉFÈTE DE LA GIRONDE

- VU** le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 110-1, L. 163-1, 171-8, L. 411-1, L. 411-2 et L. 415-3 et R. 411-1 à R. 411-14,
- VU** l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées,
- VU** l'arrêté ministériel du 12 janvier 2016 modifiant l'arrêté du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées,
- VU** l'arrêté ministériel modifié du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,
- VU** l'arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,
- VU** l'avis défavorable du Commissaire-enquêteur du 14 mai 2016 en raison notamment de l'implantation du projet dans un site à enjeux écologiques forts et de l'atteinte à des espèces relevant de l'article L.411-1 du code de l'environnement,
- VU** la demande de dérogation au régime de protection des espèces, déposée par la SNC Ferme éolienne de la Petite Valade le 17 août 2016 et la demande complémentaire du 11 août 2017,
- VU** l'avis défavorable de l'expert délégué du Conseil National de Protection de la Nature en date du 20 octobre 2016 et l'avis favorable sous conditions de la Commission Espèces et Communautés Biologiques du Conseil National de Protection de la Nature en date du 26 janvier 2018,
- VU** les observations formulées par courrier du 22 février 2019 par la SNC Ferme éolienne de la Petite Valade suite à la transmission du projet d'arrêté préfectoral le 8 février 2019,

CONSIDÉRANT qu'en raison de sa localisation dans un contexte forestier abritant de nombreuses espèces d'oiseaux, protégées par l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection, sensibles à l'éolien avec risques de mortalité par collision (Bondrée apivore, Circaète Jean-le-Blanc, Milan noir, Buse variable, Busard Saint-Martin, Épervier d'Europe, Faucon crécerelle, Faucon hobereau, Martinet noir, Roitelet triple bandeau) dont trois, la Bondrée Apivore, le Circaète Jean-le-blanc et le Milan noir relèvent de l'annexe 1 de la directive européenne Oiseaux du 30 novembre 2009, sont présentes à proximité du projet,

CONSIDÉRANT par ailleurs que de nombreuses espèces de chiroptères protégés par l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 et leur classement au titre de la directive européenne habitats 92/43/CEE, dont certaines sensibles à l'éolien avec risques de mortalité par collision (Noctule, Noctule de Leisler, Pipistrelle commune, Pipistrelle de Kuhl, Pipistrelle de Nathusius, Sérotine commune) sont présentes à proximité du projet,

CONSIDÉRANT que ces présences de chiroptères et d'oiseaux ont conduit à une demande de dérogation au titre de l'article L.411-2 du code de l'Environnement qui nécessite notamment de justifier que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle,

CONSIDÉRANT que les données de collision issues du suivi des parcs éoliens existants en Europe de l'ouest, citées page 157 du dossier de demande de dérogation, mettent en évidence des atteintes aux populations d'oiseaux concernés par le projet avec 13 cas de collisions observés pour la Bondrée apivore, 69 cas pour le Circaète Jean-le-Blanc, plus de 100 pour le Milan noir, plus de 270 cas pour la Buse variable, 5 cas pour le Busard Saint-Martin, plus de 320 cas pour le Faucon crécerelle,

CONSIDÉRANT que les résultats de l'étude de juin 2017 de la LPO France des suivis de mortalité réalisés en France de 1997 à 2015 confirment ces risques,

CONSIDÉRANT que les mesures réductrices et compensatoires proposées pour les chiroptères et l'avifaune (particulièrement les rapaces, le Martinet noir et le Roitelet triple-bandeau), ne justifient pas de l'absence de perte nette de biodiversité telle qu'énoncée par l'article L 110-1-II-2 du code de l'environnement et ni de la non-atteinte à l'état de conservation actuel (p.174 et suivantes du dossier de dérogation) telle que l'impose l'article L 411-2 du code de l'environnement, en estimant les populations présentes, les pertes liées au projet et son exploitation, et les gains liés aux mesures de compensation en ne répondant pas à l'ensemble des demandes du CNPN en date du 26 janvier 2018 et notamment :

- l'arrêt des machines la nuit du 1er juin au 30 octobre pour des vitesses de vent inférieures à 9 m/s,
- l'arrêt des machines les deux premières heures de la nuit du 15 mars au 15 mai pour limiter les collisions lors des migrations des passereaux,
- l'absence de justification de la prise en compte des 81 ha de pertes nettes d'habitat des rapaces,

CONSIDÉRANT que les mesures de réduction de ces risques de collision sont insuffisantes pour diminuer ce risque alors même qu'en application du principe de précaution énoncé à l'article L 110-1-II-1 du code de l'environnement, les mesures de réduction doivent être mises en place de manière à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable,

CONSIDÉRANT que le site d'implantation choisi, ne peut être, en l'état du projet, compatible avec un projet éolien compte-tenu des enjeux écologiques et de la sensibilité de nombreuses espèces présentes aux risques de collision et que la recherche de solutions d'implantations alternatives ne devait pas se limiter à la zone projet présentée ,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Gironde ;

ARRÊTE

Article 1 - Bénéficiaire

La demande de dérogation au régime de protection des espèces, sollicitée par la société Ferme Éolienne de la Petite Valade dont le siège social est situé 2, rue du Libre-échange à Toulouse pour l'autorisation d'implantation et d'exploitation de 5 éoliennes sur le territoire de la commune de Maransin, est refusée.

Article 2 – Publicité

L'ampliation de l'arrêté sera notifiée au demandeur.

En vue de l'information des tiers :

- Une copie de l'arrêté de refus est déposée à la mairie et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum de quatre semaines. Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée identique ;
- Un avis est inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans le ou les départements intéressés.

Article 3 – Exécution – Ampliation

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le maire de Maransin, les officiers de police judiciaire sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Article 4 – Délais et voies de recours

En application de l'article 16 de l'ordonnance N°2014-355 du 20/03/2014 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

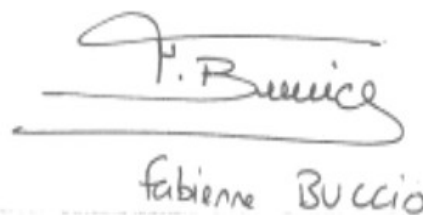
1°) Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2°) Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Fait à Bordeaux, le 26 juin 2019

La Préfète,



F. Buccio
fabienne BUCCIO

PREFECTURE DE LA GIRONDE

33-2019-07-04-001

Arrêté 13ème BORDEAUX SUD-OUEST CLASSIC



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFETE DE LA GIRONDE

Cabinet du Préfet

Arrêté du 04 juillet 2019

Arrêté portant autorisation d'organiser la manifestation sportive intitulée « 13ème BORDEAUX SUD-OUEST CLASSIC » se déroulant le 06 juillet 2019

**La préfète de la région Nouvelle-Aquitaine,
Préfète de la Gironde**

- Vu le code du sport et notamment ses articles L. 321-1, D. 321-1, R. 331-6 à R. 331-17-1 et A. 331-3 ;
- VU le décret du 27 mars 2019 portant nomination de Mme Fabienne BUCCIO, préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfète de la Gironde ;
- Vu le décret n°2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation ;
- Vu l'arrêté interministériel du 20 décembre 2010 portant interdiction de certaines routes aux concentrations et manifestations sportives ;
- Vu l'arrêté interministériel du 27 décembre 2018 portant interdiction des concentrations ou manifestations sportives sur les routes à grande circulation à certaines périodes de l'année 2019 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 fixant en Gironde les routes interdites aux manifestations sportives ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 10 mars 2011 portant modification de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 fixant en Gironde les routes interdites aux manifestations sportives ;
- VU l'arrêté de délégation de signature à Madame Angélique ROCHER-BEDJOU, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, préfet de la Gironde du 17 avril 2019 ;
- Vu la demande présentée le 11 avril 2019 par M. Didier FAURE en vue de réaliser le 06 juillet 2019 la manifestation sportive motorisée intitulée « 13ème BORDEAUX SUD-OUEST CLASSIC » ;
- Vu le contrat d'assurance responsabilité civile souscrit par le club « ECURIE ATLANTIQUE » le 11 mars 2019 ;
- Considérant** l'avis favorable rendu par les membres de la commission départementale de la sécurité routière ;

ARRETE

Article 1^{er}: Nature de l'épreuve

La manifestation motorisée dénommée « 13ème BORDEAUX SUD-OUEST CLASSIC » et organisée par le club « ECURIE ATLANTIQUE » est autorisée sur les communes listées en annexe n°1 ;

Il s'agit d'une randonnée de régularité et de cartographie, basée sur la navigation routière et le respect du Code de la route.

Il est attendu environs 90 véhicules participants et une dizaine de véhicules d'encadrement sur un parcours d'environ 400kms le samedi 06 juillet 2019 de 07h00 à 20h00.

Article 2 : Identification du parcours

Conformément aux dispositions fixées par l'arrêté du 16 février 1988 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (chapitre 6, article 118-7 : marquage de la chaussée par des tiers) :

- Le fléchage ou le marquage au sol devra avoir disparu, soit naturellement, soit par les soins des utilisateurs, au plus tard vingt-quatre heures après la clôture de la manifestation. À cette fin, l'emploi d'une peinture aqueuse est préconisée ;
- L'emploi de peinture blanche est interdite.

La signalisation du parcours doit désigner la direction à prendre, sans ambiguïté et sans générer la moindre hésitation de la part des concurrents et suiveurs.

Aucune affiche, fléchage ou autres publicités ne devra figurer sur les supports de signalisation de police ou directionnelle.

Article 3 : Sécurité de l'événement

L'organisateur en désigne le responsable avant le début de la manifestation.

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan VIGIPIRATE, la plus grande vigilance s'impose et toutes les mesures appropriées devront être prises, en conformité avec la réglementation en vigueur, aux fins d'assurer les conditions de sûreté et de sécurité nécessaires au bon déroulement des activités envisagées (renseignements, vérifications, contrôles, signalement de tout comportement ou activités suspects...).

Aucune réserve de carburant ne devra être stockée lors de l'événement.

Article 4 : Sécurisation du parcours

L'organisateur, responsable de la sécurité, doit prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer la protection des participants et du public, dans le respect du code de la route, en sécurisant toutes les intersections rencontrées avec les voies ouvertes à la circulation, par un nombre de signaleurs adapté.

Article 5 : Assistance médicale

Le dispositif prévisionnel de secours devra être conforme à l'arrêté NOR/INT/E/06/00910/A du 7 novembre 2006 fixant le référentiel national relatif aux dispositifs prévisionnels de secours et devra, le cas échéant, selon les conditions météorologiques, être adapté tant au niveau des moyens humains que matériels afin notamment de lutter contre tout risque de blessure, d'hypothermie ou d'hyperthermie.

Article 6 : Accès des services d'intervention et de secours

L'organisateur assurera la mise en œuvre sur l'ensemble du parcours des dispositions nécessaires (stationnement et accès) afin de ne pas entraver la circulation, le stationnement et les accès des moyens de secours.

Article 7 : Interruption de l'événement

En cas d'événements météorologiques particuliers tels qu'une tempête ou un orage susceptibles de générer des vents violents, des chutes de grêle ou de la foudre, l'organisateur devra interrompre, reporter ou annuler la manifestation sportive.

Il lui appartient de procéder aux mêmes mesures s'il apparaît que les conditions de sécurité ne se trouvent plus remplies ou si les mesures prévues pour la protection du public ou des concurrents par le règlement particulier de l'épreuve ne sont pas respectées.

L'épreuve pourra en outre être interrompue, reportée ou annulée à tout moment par l'autorité préfectorale, par Mme la directrice départementale de la sécurité publique de la Gironde ou par le commandant du groupement de la gendarmerie de la Gironde, ou leur représentant.

Article 8 : Responsabilité civile et assurance obligatoire

L'organisateur s'assure que la police d'assurance obligatoire prévue pour garantir sa responsabilité civile respecte les dispositions des articles R. 331-10, A. 331-24 et A. 331-25 du code du sport.

La réparation des dommages, dégradations et modifications de toute nature de la voie publique ou ses dépendances, imputables aux participants, incombe à l'organisateur.

L'organisateur prendra à sa charge le service d'ordre et remettra en état les voies empruntées à l'issue de la manifestation.

Article 9 : M. le directeur de cabinet de la préfecture de la Gironde, M. le secrétaire général de la préfecture de la Gironde, Mme la Directrice de la direction départementale de la sécurité publique, M. le commandant du groupement de la gendarmerie de la Gironde, M. le directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur.

Pour la préfète et par délégation,
Le chef de bureau des polices administratives,

Jérôme VACHEZ














Annexe
n° 1













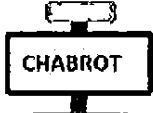





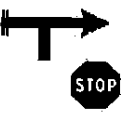















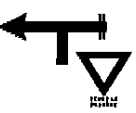


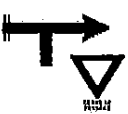





Liste des Communes traversées







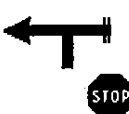



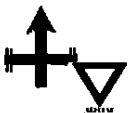

AMBARES et LAGRAVE	SAINT GERMAIN de la RIVIERE
BELVES de CASTILLON	SAINT JEAN de BLAIGNAC
BLESIGNAC	SAINT LEON
BORDEAUX	SAINT MICHEL de FRONSAC
CABARA	SAINT PEY de CASTETS
CADILLAC en FRONSADAIS	SAINT PHILIPPE d'AIGUILLE
CUBZAC les PONTS	SAINT ROMAIN la VIRVEE
DAIGNAC	SAINT VINCENT de PAUL
ESPIET	SAINT VINCENT de PERTIGNAS
FARGUES SAINT HILAIRE	SAINTE COLOMBE
FRONSAC	SAINTE FLORENCE
GREZILLAC	SAINT MAGNE de CASTILLON
GUILLAC	TARNES
HAUX	TRESSES
LA RIVIERE	VILLEGOUGE
LA SAUVE	
LIBOURNE	
LIGNAN de BORDEAUX	
LORMONT	
LOUPES	
LUGAIGNAC	
LUGON et L' ILE DE CARNAY	
MADIRAC	
MONTAGNE	
MOULIETS et VILLEMARTIN	
POMEROL	
PUJOLS	
SADIRAC	
SAINT AIGNAN	
SAINT ANDRE de CUBZAC	
SAINT AUBIN de BRANNE	
SAINT CAPRAIS de BORDEAUX	
SAINT CHRISTOPHE des BARDES	
SAINT EMILION	
SAINT ETIENNE de LISSE	
SAINT GENES de CASTILLON	
SAINT GENES de LOMBAUD	
SAINT GERMAIN de la RIVIERE	

SECTEUR 1 GT (ORGANISATEURS) CASINO BARRIERE- CHATEAU FERET - LAMBERT					
N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
1	0,000	0,000		Vous avez 20' pour rejoindre le CH N° 2 - Pas de CPP sur ce secteur	
2	0,330	0,330			
3	0,490	0,160			
4	0,830	0,340		File de Gauche Direction PARIS	
5	1,690	0,860		Vous entrez sur la Rocade Intérieure direction PARIS	
6	5,370	3,680		SORTIE N°1 Direction PERIGUEUX	
7	9,940	4,570		SORTIE N°24 Direction BERGERAC	
8	10,340	0,400		ARTIGUES	
9	11,020	0,680			
10	11,580	0,560			


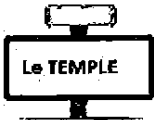












N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
11	12,520	0,940			
12	13,120	0,600			
13	14,940	1,820		ROUTE DE FARGUES ST HILAIRE	
14	15,050	0,110			
15	15,540	0,490			
16	15,880	0,340		CH N° 2	W 0,447548 N 44,819305
17	0,000	0,000		Temps Imparti pour joindre le CH N° 3 : 36 MINUTES	
18	0,110	0,110			
19	2,000	1,890			
20	2,820	0,820		VERS CENAC OU VOTRE VEHICULE FAIT PLUS DE 6 T	ET CPP N° 1 A 310 m
21	4,130	1,310			


N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
22	5,170	1,040			
23	5,560	0,390			ET CPP 2 VERS 1500 M
24	7,400	1,840			ET CPP 3 A 400 M
25	8,590	1,190			ET CPP 4
26	9,720	1,130			
27	10,110	0,390			
28	10,310	0,200			
29	10,590	0,280			ET CPP 5
30	11,250	0,660			DV115/D14
31	12,580	1,330			
32	13,360	0,780			ET CPP 6












N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
33	14,080	0,720			
34	14,650	0,570		Route des BERNARDS	
35	16,060	1,410			
36	16,450	0,390			ET CPP 7
37	17,610	1,160			
38	17,770	0,160			
39	17,800	0,030			
40	18,170	0,370			
41	18,390	0,220		PAS SUR LE PONT DIRECTION "LA BEZINE"	ET CPP 8
42	19,410	1,020			
43	19,890	0,480		CH N° 3	W 0,344589 N 44,752736













N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
44	19,890	0,000		Temps Imparti pour Joindre le CH N° 4 : 32 MINUTES	
45	0,000	0,000		Remise à Zéro des Compteurs	
46	0,890	0,890			
47	0,980	0,090		Dir CAPIAN D 13	
48	1,150	0,170			ET CPP 9
49	2,820	1,670			
50	2,940	0,120			
51	3,150	0,210			
52	4,540	1,390			ET CPP 10
53	5,540	1,000			
54	6,180	0,640		Dir Saint LEON D14E1/D671/D238	ET CPP 11












N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
55	7,750	1,570			
56	8,010	0,260			ET CPP 12
57	9,140	1,130		Dir BLESIGNAC D140/D238	
58	9,930	0,790			
59	10,170	0,240			
60	10,370	0,200			
61	10,450	0,080			
62	10,760	0,310		Chemin du Moulin de RAULET	ET CPP 13
63	11,690	0,930			
64	11,810	0,120			
65	11,890	0,080			






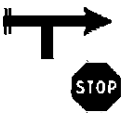






N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
66	13,380	1,490			ET CPP 14
67	14,880	1,500			
68	15,580	0,700		D 11/ D 122 E7	ET CPP 15
69	16,820	1,240			
70	17,470	0,650			ET CPP 16
71	18,380	0,910		Dir COUTREAU	
72	19,110	0,730			
73	19,250	0,140			
74	19,670	0,420			
75	19,830	0,160			
76	20,080	0,250		CHÂTEAU FERET - LAMBERT	



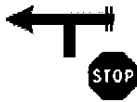









N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
77	20,230	0,150		CH N° 4 Prenez votre heure de Départ du Secteur 2	W : 0,213239 N : 44,815513






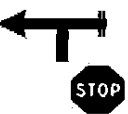


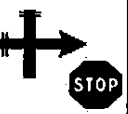



SECTEUR 2 GT (ORGANISATEURS) CHATEAU FERET - LAMBERT - CHATEAU PITRAY					
N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
1	0,000	0,000		CH N° 5 à la barrière à l'Ombre	W: 0,21588210 N: 44,8142471
2	0,000	0,000		Temps Imparti pour Joindre le CH N° 6 : 34 MINUTES	
3	0,000	0,000		REMISE A ZERO DES TRIP	
4	0,000	0,090			
5	0,000	0,060			
6	0,190	0,190			
7	0,620	0,430			
8	0,910	0,290			
9	1,140	0,230			
10	1,410	0,270		VERS CHÂTEAU de BAUDUN	













N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
11	2,370	0,960		ET CPP N° 1	
12	3,190	0,820			
13	3,770	0,580		Eglise ROMANE	
14	3,870	0,100			
15	3,920	0,050			
16	4,050	0,130			
17	4,420	0,370			
18	4,850	0,430			
19	5,170	0,320			
20	5,310	0,140		ET CPP N° 2	
21	6,220	0,910			












N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
22	6,960	0,740			
23	7,180	0,220		ET CPP N° 3	
24	8,230	1,050			
25	9,020	0,790			
26	9,730	0,710			
27	9,800	0,070		RUE D Espagne	
28	9,900	0,100		ET CPP N° 4	
29	10,060	0,160			
30	10,100	0,040			
31	10,180	0,080		Rue BEYLIT	
32	10,280	0,100			






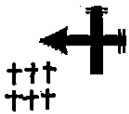





N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
33	10,370	0,090			
34	10,430	0,060		ET CPP N° 5	
35	10,480	0,050			
36	10,550	0,070		FACE A LA DORDOGNE ET CPP N° 6	
37	11,540	0,990			
38	12,090	0,550			
39	12,230	0,140			
40	12,530	0,300			
41	12,990	0,460			
42	13,430	0,440			
43	13,900	0,470			












N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
44	14,230	0,330			
45	14,650	0,420			
46	15,050	0,400		ET CPP N° 7 	
47	15,930	0,880			
48	16,200	0,270		D 670 / D 119	
49	16,400	0,200			
50	16,520	0,120			
51	17,310	0,790			
52	17,770	0,460		CH N° 6 à la Borne à Incendie	W 0,125777 N 44,811980
53	0,000	0,000		Temps Imparti pour Joindre le CH N° 7 : 1 HEURE ET 14 MINUTES	
54	0,180	0,180		ET CPP N° 8	

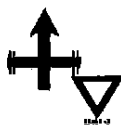










N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
55	0,840	0,660			
56	1,490	0,650			
57	2,150	0,660			
58	2,760	0,610		ET CPP N° 9	
59	3,390	0,630			
60	4,030	0,640			
61	4,990	0,960		D 127 / D 231 / D 127 E1 CASTILLON la BATAILLE 8 Km ET CPP N° 10	
62	5,760	0,770		D 18	
63	6,560	0,800		ST FLORENCE	
64	6,600	0,040		CP Humain sur le parking de la Mairie	N 44,813684° W 0,090340°
65	7,030	0,430			












N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
66	7,260	0,230			
67	7,550	0,290			
68	7,920	0,370		ET CPP N° 11	
69	8,610	0,690			
70	9,200	0,590		ST PEY de CASTETS	
71	9,630	0,430			
72	10,370	0,740			
73	10,520	0,150			
74	11,270	0,750		TRANSFO ELECTRIQUE	
75	11,870	0,600		VERS "Moulin de Gendarme"	
76	12,700	0,830			













N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
77	12,810	0,110			
78	13,640	0,830		DEBUT FLECHE non metre	
79	13,970	0,330			
80	14,020	0,050		CREDIT AGRICOLE - STADIUM-TENNIS	
81	14,200	0,180		ET CPP N° 12	
82	14,330	0,130		ET CPP N° 13	
83	14,370	0,040			
84	14,490	0,120			
85	14,520	0,030			
86	14,550	0,030			
87	14,570	0,020			















N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
88	14,610	0,040			
89	14,630	0,020		ET CPP N° 14	
90	14,780	0,150			
91	15,020	0,240			
92	15,040	0,020			
93	15,140	0,100			
102	15,310	0,170			
103	15,620	0,310			
104	15,800	0,180			
105	16,140	0,340		D 17 ET D 232	
106	16,230	0,090		ET CPP N° 15	





N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
107	16,350	0,120			
108	16,480	0,130			
109	16,540	0,060		garage peugeot a gauche	
110	16,840	0,300			
111	17,020	0,180			
112	17,450	0,430		fin fleche non metre	
113	18,180	0,730			
114	18,240	0,060		Début de CARTOGRAPHIE	
115	18,970	0,730			
116	19,260	0,290		CPP N° 16 A LA BISCOUETE	
117	19,640	0,380		biscouette au triangle	










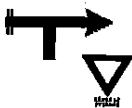



N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
118	19,760	0,120			
119	20,220	0,460			
120	20,430	0,210			
121	20,890	0,460		FAUX CPP A LA BISCOUETTE	
122	22,120	1,230			
123	22,640	0,520			
124	23,220	0,580		ET CPP N° 17	
125	23,830	0,610			
126	24,210	0,380		<u>MOULIETS ET VILLEMARTIN</u>	
127	24,600	0,390		CPHumain à l'ombre face à l'église en ruine	N 44,834437° W 0,033915°
128	25,180	0,580			











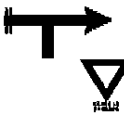
N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
129	25,450	0,270			
130	26,270	0,820			
131	26,920	0,650			
132	27,570	0,650			
133	28,260	0,690			
134	28,750	0,490			
135	29,450	0,700			
136	29,560	0,110		biscouette sur parking a droite ET CPP N° 18	
137	29,640	0,080			
138	29,920	0,280			
139	30,210	0,290		<u>CASTILLON LA BATAILLE</u>	









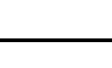



N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
140	30,610	0,400		CARBURANT POSSIBLE	
141	30,810	0,200		FIN de CARTOGRAPHIE	
142	31,210	0,400			
143	31,560	0,350			
144	32,020	0,460			
145	32,360	0,340			
146	32,740	0,380			
147	33,000	0,260			
148	33,600	0,600		ET CPP N° 19 	
149	34,420	0,820			
150	34,530	0,110			




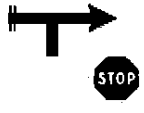








N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
151	35,040	0,510			
152	35,320	0,280			
153	35,370	0,050			
154	35,600	0,230			
155	36,350	0,750			
156	36,680	0,330		ET CPP N° 20	
157	37,800	1,120			
158	39,220	1,420		CARDEGAN 2 KM	
159	39,440	0,220			
160	40,080	0,640			
161	40,180	0,100			











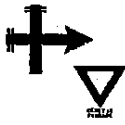
N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
162	40,620	0,440		SORTIE DU CHÂTEAU	
163	41,200	0,580			
164	41,600	0,400		ET CPP N° 21	
165	41,990	0,390		CH N° 7 A L OMBRE	N : 44,900244° W : 0,031263°












SECTEUR 3 CATEGORIE GT ORGANISATEUR CHATEAU PITRAY - FRONSAC					
N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
1	0,000	0,000		CH N° 8 A L OMBRE DU PLATANE ??	W 0,27029° N 44,901101°
2	0,000	0,000		Temps Imparti Pour Joindre le CH N° 9 : 43 MINUTES	
3	0,000	0,000		REMISE A ZERO DES TRIP	
4	0,230	0,230		SORTIE DU CHÂTEAU	
5	0,790	0,560		ET CPP N° 1 VERS 800 M	
6	1,840	1,050		D 123 TOURTIRAC	
7	1,990	0,150			
8	2,240	0,250			
9	2,760	0,520			
10	3,050	0,290		 	












N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
11	3,770	0,720			
12	3,930	0,160		ET CPP N° 2	
13	4,880	0,950			
14	5,280	0,400			
15	5,400	0,120		ET CPP N° 3	
16	6,330	0,930			
17	6,400	0,070			
18	7,200	0,800			
19	8,420	1,220		ET CPP N° 4	
20	9,830	1,410			
21	10,770	0,940			












N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
22	10,840	0,070			
23	11,640	0,800			
24	12,460	0,820			
25	13,070	0,610			
26	13,290	0,220			
27	13,320	0,030			
28	13,500	0,180		ET CPP N° 5	
29	14,560	1,060			
30	15,030	0,470			
31	15,090	0,060		ET CPP N° 6	
32	15,950	0,860		ST GENES DE CASTILLON	












N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
33	16,000	0,050			
34	16,090	0,090		VERS ECOLE	
35	16,200	0,110		ET CPP N° 7	
36	16,450	0,250			
37	16,740	0,290		ET CPP N° 8	
38	17,750	1,010		ET CPP N° 9	
39	19,910	2,160			
40	20,020	0,110			
41	20,310	0,290			
42	20,630	0,320		VERS PUISSEGUIN D 123 E7	
43	21,200	0,570			












N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
44	21,620	0,420			
45	22,210	0,590			
46	22,600	0,390		CH N° 9 BOUZY	W 0,058109 N 44,912407
47	0,000	0,000		Temps Imparti Pour Joindre le CH N° 10 : 1 HEURE 02 MINUTES	
48	0,970	0,970			
49	1,450	0,480		Château "La CROIX BIGORRE" ET CPP N° 10	
50	1,930	0,480			
51	2,170	0,240			
52	2,340	0,170			
53	2,530	0,190			
54	2,740	0,210			



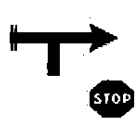









N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
55	3,010	0,270			
56	3,680	0,670		ET CPP N° 11	
57	4,310	0,630			
58	5,100	0,790			
59	5,940	0,840			
60	6,350	0,410			
61	6,950	0,600			
62	7,410	0,460		ET CPP N° 12	
63	8,950	1,540			
64	9,000	0,050			
65	9,110	0,110		SORTIE DE ST CHRISTOPHE DE BARDES	





N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
66	9,270	0,160			
67	9,490	0,220			
68	9,680	0,190			
69	9,790	0,110			
70	10,010	0,220			
71	10,290	0,280			
72	10,540	0,250		D 243	
73	10,690	0,150		D 130 ET CPP N° 13	
74	11,120	0,430			
75	11,400	0,280			
76	11,990	0,590			













N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
77	12,350	0,360		ET CPP N° 14	
78	13,150	0,800			
79	13,550	0,400			
80	13,750	0,200		ET CPP N° 15	
81	14,730	0,980			
82	15,080	0,350			
83	15,300	0,220		DEBUT CARTOGRAPHIE	
84	15,420	0,120			
85	15,660	0,240			
86	16,390	0,730			
87	16,660	0,270			






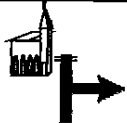





N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
88	17,110	0,450			
89	17,700	0,590			
90	18,340	0,640			
91	18,840	0,500			
92	19,590	0,750			
93	19,720	0,130			
94	20,520	0,800			
95	21,210	0,690			
96	21,410	0,200		ET CPP N° 16	
97	21,430	0,020			
98	21,440	0,010			


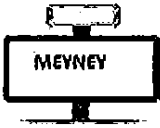











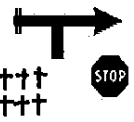

N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
99	22,080	0,640			
100	22,740	0,660			
101	23,040	0,300		CPHumain devant l'entrée du Château	N 44,917263° W 0,169290°
102	23,290	0,250			
103	23,730	0,440			
104	23,880	0,150			
105	25,030	1,150		ET CPP N° 17	
106	26,120	1,090			
107	26,540	0,420			
108	26,580	0,040			
109	26,910	0,330			









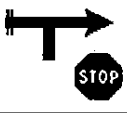



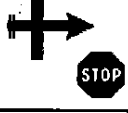
N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
110	27,170	0,260			
111	27,430	0,260			
112	27,920	0,490		FIN DE CARTOGRAPHIE	
113	28,020	0,100			
114	28,490	0,470		CHÂTEAU BEAU SOLEIL ET CPP N° 18	
115	29,690	1,200			
116	29,720	0,030			
117	30,350	0,630			
118	31,810	1,460		POSSIBILITE DE CARBURANT	
119	32,010	0,200			
120	33,590	1,580		ET CPP N° 19	












N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
121	34,230	0,640			
122	34,720	0,490			
123	34,750	0,030		ET CPP N° 20	
124	34,770	0,020		CH N° 10	












SECTEUR 4 (ORGANISATEURS GT) FRONSAC - CASINO BARRIERE					
N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
1	0,000	0,000		MAISON DES VINS CH N° 11	W 0,27033544 N : 44,9236071
2	0,000	0,000		Temps Imparti pour Joindre le CH N° 12 :	
3	0,000	0,000		Remise à zéro des Trips	
4	0,040	0,040			
5	0,250	0,210			
6	0,390	0,140		ET CPP N° 1	
7	1,290	0,900			
8	1,490	0,200			
9	2,040	0,550		ET CPP N° 2	
10	2,860	0,820			












N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
11	3,640	0,780			
12	4,040	0,400		ET CPP N° 3	
13	4,930	0,890			
14	5,900	0,970			
15	6,310	0,410			
16	6,660	0,350			
17	6,950	0,290			
18	7,410	0,460			
19	7,710	0,300		VERS ABRI BUS	
20	7,980	0,270		ET CPP N° 4	
21	8,650	0,670			

N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
22	9,390	0,740		D 138 E3 ET CPP N° 5	
23	10,710	1,320		DIR ST GERMAIN ET LA RIVIERE	
24	11,030	0,320			
25	11,170	0,140			
26	11,480	0,310			
27	11,620	0,140		ET CPP N° 6	
28	12,150	0,530			
29	12,710	0,560		VERS ST AIGNAN	
30	13,010	0,300		ET CPP N° 7	
31	13,220	0,210			
32	13,390	0,170		ET CPP N° 8	













N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
33	13,490	0,100			
34	13,570	0,080		ET CPP N° 9	
35	13,720	0,150			
36	13,740	0,020		DIRECTION VERAC D138 E 4	
37	13,800	0,060		DIRECTION VERAC D138 E 4	
38	14,120	0,320			
39	14,310	0,190			
40	14,480	0,170			
41	15,210	0,730			
42	15,700	0,490			
43	16,670	0,970		ET FLECHE NON METRE	




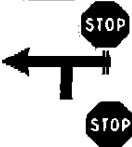







N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
44	16,910	0,240		RUE DE LA CROIX	
45	17,290	0,380		ET CPP N° 10	
46	17,360	0,070		CHEMIN DE LA RENAUDERIE	
47	17,760	0,400			
48	18,100	0,340		RUE DU LAVOIR ET CPP N° 11	
49	18,330	0,230		TARNES MAIRIE C 201	
50	18,530	0,200		RUE DE NAVBARD	
51	18,850	0,320		RUE DE CAZAURICAT	
52	19,170	0,320		ET CPP N° 12	
53	20,290	1,120			
54	20,380	0,090			



N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
55	20,560	0,180		ET CPP N° 13	
56	21,620	1,060			
57	22,150	0,530			
58	22,330	0,180		SALLE PASCAL OBISPO	
59	22,810	0,480			
60	23,410	0,600			
61	23,600	0,190		CHEMIN DE NIOTTET	
62	23,870	0,270			
63	24,130	0,260		ET CPP N° 14	
64	24,870	0,740			
65	24,970	0,100			

N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
66	25,260	0,290			
67	25,830	0,570			
68	26,140	0,310			
69	26,260	0,120		RUE DES TEMPLIERS	
70	26,750	0,490			
71	26,820	0,070		ROUTE DE CANNEAU	
72	27,110	0,290			
73	27,790	0,680		ET CPP N° 15	
74	28,450	0,660			
75	28,630	0,180		PASSAGE DES ECOLIERS	
76	28,750	0,120			

N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
77	28,790	0,040			
78	28,910	0,120			
79	29,060	0,150		CH N° 12 Poteau et Stade	W 0,37923470 N : 44,9650559
80	0,000	0,000		Temps Imparti pour Joindre le CH N° 13 :	
81	0,260	0,260			
82	0,430	0,170			
83	0,840	0,410			
84	1,260	0,420			
85	1,700	0,440		ROUTE DE CADILLAC	
86	2,260	0,560			
87	2,690	0,430			

N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
88	3,150	0,460			
89	3,580	0,430			
90	3,610	0,030			
91	3,920	0,310		ET CPP N° 16	
92	5,330	1,410		VERS ST ANDRE de CUBZAC D 137 E7	
93	5,760	0,430			
94	6,270	0,510		ET CPP N° 17	
95	7,070	0,800			
96	7,290	0,220		PASSAGE SUR AUTOROUTE ET TGV	
97	7,760	0,470			
98	8,060	0,300			

N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
99	8,130	0,070		ET CPP N° 18	
100	8,750	0,620		CHEMIN DE DAUBIAC	
101	9,010	0,260		ET CPP N° 19	
102	9,740	0,730			
103	11,590	1,850		PONT EIFFEL	
104	12,780	1,190			
105	14,820	2,040			
106	15,820	1,000			
107	24,050	8,230		PONT D AQUITAINE	
108	26,130	2,080			
109	26,550	0,420			

N°	KM. T.	KM. P.	Symbole	Informations	GPS
110	26,830	0,280		ET CPP N° 20	
111	27,210	0,380		CH N° 13	

PREFECTURE DE LA GIRONDE

33-2019-07-04-003

Arrêté interdisant vente et transport des artifices,
carburants, acides et produits inflammables - du 5 au 7
juillet 2019

PRÉFÈTE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES SÉCURITÉS
SERVICE INTERMINISTÉRIEL
DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

Arrêté du 5 JUIL. 2019

**Arrêté temporaire réglementant la vente, le transport et
l'utilisation des artifices de divertissement,
la vente et le transport de carburant au détail, ainsi que des
acides et de tous produits inflammables ou chimiques sur les
communes de la métropole bordelaise
du 5 juillet au 7 juillet 2019**

LA PRÉFÈTE DE LA GIRONDE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2215-1 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

Vu le décret n°2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

Vu le décret n° 2015-799 du 1^{er} juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ;

Vu le décret du 27 mars 2019 portant nomination de Mme Fabienne BUCCIO, préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, préfète de la zone de défense Sud-Ouest, préfète de la Gironde ;

Vu l'arrêté du 31 mai 2010 pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

Considérant les dangers, les accidents et les atteintes graves aux personnes et aux biens qui peuvent résulter de l'utilisation des artifices de divertissement, particulièrement sur la voie publique et dans les lieux de rassemblement ;

Considérant que l'utilisation des artifices de divertissement impose des précautions particulières ; que cette utilisation occasionne également des nuisances sonores ; qu'en outre, une utilisation inconsidérée ou malintentionnée peut provoquer des atteintes graves aux personnes et aux biens ; que les risques de trouble à l'ordre et à la tranquillité publics provoqués par l'emploi de ces artifices sont susceptibles d'être importants à l'occasion des rassemblements organisés ou spontanés qui pourront se tenir lors des manifestations et rassemblements des « gilets jaunes » notamment sur les communes de la métropole bordelaise ;

Considérant le risque d'utilisation de ces artifices contre les forces de l'ordre ;

Considérant par ailleurs que les risques de troubles à la tranquillité et l'ordre publics provoqués par l'utilisation de carburants, d'acides, d'alcools et de tous produits inflammables ou chimiques, peuvent être plus importants lors des manifestations et rassemblements des « gilets jaunes », il convient d'en réglementer la vente au détail et le transport sur les communes de la métropole bordelaise du vendredi 5 juillet 2019 à 8h00 et jusqu'au dimanche 7 juillet 2019 à 8h00 ;

Considérant qu'il convient de prévenir ces désordres sur les communes de la métropole bordelaise par des mesures adaptées durant cette période ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La vente, la cession, le transport, la possession et l'utilisation sur la voie publique ou en direction de la voie publique des **artifices de divertissement** des groupes C2 à C4, K2 à K4 et F2 à F4, au sens des décrets n°2010-580 du 31 mai 2010 et n°2015-799 du 1^{er} juillet 2015, sont interdits temporairement sur les communes de la métropole bordelaise **du vendredi 5 juillet 2019 à 8h00 et jusqu'au dimanche 7 juillet 2019 à 8h00.**

ARTICLE 2 : Toutefois et par dérogation à l'article 1, la vente, la cession, le transport et l'utilisation aux seules personnes titulaires du certificat de qualification prévu aux articles 6 et 12 du décret du 31 mai 2010 susvisé demeurent autorisées pendant cette période, dans les limites fixées par l'article 4 de ce décret.

ARTICLE 3 : La vente de **carburants, d'acides et de tous produits inflammables ou chimiques**, dont les alcools non consommables (à brûler, ménager ou à visée pharmaceutique) dans tout récipient transportable, est interdite sur les communes de la métropole bordelaise **du vendredi 5 juillet 2019 à 8h00 et jusqu'au dimanche 7 juillet 2019 à 8h00.** Les gérants des stations-service et les détaillants de ces produits, devront s'assurer du respect de cette prescription.

ARTICLE 4 : Le transport de carburant, d'acides et de tous produits inflammables ou chimiques, dont les alcools non consommables, dans tout récipient individuel, tel que bouteille, bidon ou jerrycan est également interdit.

ARTICLE 5 : Les professionnels qui, dans le cadre de leur activité, se ravitaillent habituellement en carburants au moyen de récipients transportables, sont autorisés, par dérogation aux dispositions des articles 3 et 4, à poursuivre leur approvisionnement en justifiant de l'activité qui le nécessite.

ARTICLE 6 :

- le secrétaire général de la préfecture de la Gironde ;
- le président du conseil départemental de la Gironde ;
- les maires des communes de la métropole bordelaise ;
- le directeur départemental de la sécurité publique ;
- le commandant du groupement de gendarmerie de Gironde ;
- le directeur départemental de la protection des populations ;
- le directeur du service départemental d'incendie et de secours ;
- la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- le directeur départemental des territoires et de la mer ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État en Gironde.

Fait à Bordeaux,

LA PRÉFÈTE,



FABIENNE BUCCIO

PREFECTURE DE LA GIRONDE

33-2019-07-03-004

Arrêté interpréfectoral portant nomination au Conseil de gestion du parc naturel marin du bassin d'Arcachon

*Arrêté interpréfectoral portant nomination au Conseil de gestion du parc naturel marin du bassin
d'Arcachon*



**LE PRÉFET MARITIME
DE L'ATLANTIQUE**

**LA PRÉFÈTE DE RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE**

**ARRÊTÉ INTERPRÉFECTORAL
PORTANT NOMINATION AU CONSEIL DE GESTION
DU PARC NATUREL MARIN DU BASSIN D'ARCACHON**

ARRETE N°2019/053

N°

Le préfet maritime de l'Atlantique,
La préfète de région Nouvelle-Aquitaine,
préfète de la Gironde,

- VU** le code de l'environnement, notamment son article R.334-31 ;
- VU** le décret n°2014-588 du 5 juin 2014 portant création du parc naturel marin du Bassin d'Arcachon ;
- VU** la proposition formulée, pour le collège des représentants des organisations représentatives des professionnels pour le comité régional de la conchyliculture Arcachon-Aquitaine, en date du 7 juin 2019 ;
- VU** les propositions formulées par les organes délibérants des collectivités territoriales ou des groupements de collectivités et par les personnes morales composant le conseil de gestion du parc naturel marin du Bassin d'Arcachon, suite aux saisines du 26 août 2014 adressées par le préfet maritime de l'Atlantique et par le préfet de la Gironde ;

ARRÊTENT

Article 1^{er} :

Il est constaté qu'à la date du présent arrêté, le conseil de gestion du parc naturel marin du Bassin d'Arcachon est composé ainsi qu'il suit :

1. Au Titre Des Représentants De L'état Et De Ses Etablissements Publics

- a) le commandant de la zone maritime Atlantique, ou son représentant ;
- b) le directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique, ou son représentant ;
- c) le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, ou son représentant ;
- d) le sous-préfet de l'arrondissement d'Arcachon, ou son représentant ;
- e) le directeur départemental des territoires et de la mer de Gironde, ou son représentant ;
- f) le directeur de l'Agence de l'eau Adour-Garonne, ou son représentant ;
- g) le délégué régional Aquitaine du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, ou son représentant.

2. Au titre des représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements, sur proposition de leur organe délibérant

- a) pour la région Nouvelle-Aquitaine :
M. Vital BAUDE, titulaire ; M. Benoit BITEAU, suppléant ;
Mme Nathalie LE YONDRE ; titulaire ; M. Jean-Jacques CORSAN, suppléant ;
- b) pour le département de la Gironde :
Mme Pascale GOT, titulaire ; M. Dominique FEDIEU, suppléant ;
M. Alain RENARD, titulaire ; M. Jacques CHAUVET, suppléant ;
- c) pour la commune de Lège-Cap-Ferret :
M. Philippe DE GONNEVILLE, titulaire ; Mme Catherine GUILLERM, suppléante ;
- d) pour la commune d'Arès :
M. Jean-Guy PERRIERE, titulaire ; Mme Dominique PALLET, suppléante ;
- e) pour la commune d'Andernos-les-Bains :
M. Jean-Yves ROSAZZA, titulaire ; M. Eric COIGNAT, suppléant ;
- f) pour la commune de Lanton :
Mme Marie LARRUE, titulaire ; M. Daniel SUIRE, suppléant ;
- g) pour la commune d'Audenge :
M. Claude GARCIA, titulaire ; M. Jean-Pierre GUYONVARCH, suppléant ;
- h) pour la commune de Biganos :
M. Bruno LAFON, titulaire ; M. Alain BALLEREAU, suppléant ;
- i) pour la commune du Teich :
M. François DELUGA, titulaire ; M. Cyril SOCOLOVERT, suppléant ;
- j) pour la commune de Gujan-Mestras :
Mme Marie-Hélène DES ESGAULX, titulaire ; Mme Elisabeth REZER-SANDILLON, suppléante ;
- k) pour la commune de La Teste-de-Buch :
M. Jean-Jacques EROLES, titulaire ; M. Jean-Bernard BIEHLER, suppléant ;
- l) pour la commune d'Arcachon :
M. Yves FOULON, titulaire ; M. Daniel PHILIPPON, suppléant ;
- m) pour le syndicat intercommunal du Bassin d'Arcachon (SIBA) :
M. Michel SAMMARCELLI, titulaire ; M. Xavier PARIS, suppléant ;
- n) pour le syndicat mixte pour la révision et le suivi du schéma de cohérence territoriale du Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre (SYBARVAL) :
M. Dominique DUCASSE, titulaire ; M. Jean-Marie DUCAMIN, suppléant.

3. Au titre du représentant du Parc naturel régional des Landes de Gascogne

M. Cédric PAIN, titulaire ; Mme Carole VEILLARD, suppléante.

4. Au titre du représentant de l'organisme de gestion d'une aire marine protégée contigüe, choisi parmi les organismes gestionnaires des réserves naturelles nationales du banc d'Arguin et des prés salés d'Arès et de Lège-Cap-Ferret

M. Christophe BAYOU, titulaire ; M. Sylvain BRUN, suppléant.

5. Au titre des représentants des organisations représentatives des professionnels

- a) pour le comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine :
Mme Jacqueline RABIC, titulaire ; Mme Cécile DUVAUCHELLE, suppléante ;
- b) pour le comité départemental des pêches maritimes et des élevages marins de la Gironde :
M. David LAMOUREUX, titulaire ; M. David-Franck ROUSSET, suppléant ;
Mme Délia FAGNIOT, titulaire ; M. Jean Gabriel BINOIS, suppléant ;
M. Jean-Luc CHAUCHET, titulaire ; Mme Céline LAFFITTE, suppléante ;
- c) pour l'organisation de producteurs Pêcheurs d'Aquitaine :
M. Olivier ARGELAS, titulaire ; Madame Gaëlle RENARD, suppléante ;
- d) pour le comité régional de la conchyliculture Arcachon-Aquitaine :
M. Thierry LAFON, titulaire ; M. Bernard BERGEZ, suppléant ;
M. Nicolas MERCIER, titulaire ; M. Richard DROUIN, suppléant ;
Mme Catherine ROUX, titulaire ; Mme Florence VIVIER, suppléante ;
Mme Maria DOS SANTOS DOUET, titulaire ; Mme Gladys FONTEYRAUD suppléante ;
- e) pour les industries nautiques :
M. Alexis BONNIN, titulaire ; M. Frédéric MORA, suppléant ;
Mme Sandra CLAEYS, titulaire ; M. Emmanuel MARTIN, suppléant ;
- f) pour les professionnels du transport de passagers exerçant sur le Bassin d'Arcachon :
M. Thibaud LOUART, titulaire ; M. Jean-Marc BEAUGENDRE, suppléant ;
- g) pour les ports du bassin :
M. Cyril CLEMENT, titulaire ; M. Alain VIVIEN, suppléant ;
- h) pour la chambre de commerce et d'industrie de Gironde, au titre des activités touristiques :
M. Patrick SEGUIN, titulaire ; M. Pascal DE LABARRIERE, suppléant ;
- i) le directeur de la chambre d'agriculture de Gironde, ou son représentant ;
M. Gilles JOACHIM, titulaire ; Mme Marie-Pierre VIALLET-NOUHANT, suppléante.

6. Au titre des représentants d'organisations locales d'usagers de loisir en mer

- a) pour la pêche récréative :
Mme Viviane LARROSE, titulaire ; M. Bruno MEYRAT, suppléant ;
- b) pour la chasse maritime :
M. Daniel BOUQUEY, titulaire ; M. Claude BUSINELLI, suppléant ;
- c) pour les sports de glisse :
M. Fabien FOUCAUD, titulaire ; M. Jean BARBARY, suppléant ;
- d) pour la pratique de la voile :
M. Pierre-Marie DECOUDRAS, titulaire ; M. Eric LIMOUZIN, suppléant ;
- e) pour la plaisance motonautique :
Mme Mireille DENECHAUD, titulaire ; M. Michel FERRON, suppléant ;
- f) pour le comité départemental de la Gironde de la fédération d'études et de sports sous-marins :
Mme Christine BERTRAND, titulaire ; M. Jean-Louis BECK, suppléant.

7. Au titre des représentants d'associations de protection de l'environnement et du patrimoine culturel

- a) pour la SEPANSO, association locale de protection des milieux marins désignée par la fédération française des sociétés de protection de la nature « France Nature Environnement » :
M. Claude BONNET, titulaire ; M. Jean-Marie FROIDEFOND, suppléant ;
- b) pour les associations locales de protections du milieu marin, respectivement :
 - pour la Coordination Environnement du Bassin d'Arcachon :
M. Jacques STORELLI, titulaire ; Mme Marie-Hélène RICQUIER, suppléante ;
 - pour Bassin d'Arcachon Ecologie :
Mme Françoise BRANGER, titulaire ; M. Michel DAVERAT, suppléant ;
 - pour l'Association pour le Développement Durable du Bassin d'Arcachon :
M. Jean-François ACOT-MIRANDE, titulaire ; Mme Chantal SIGRIST, suppléante ;
- c) pour Cap Termer, association locale compétente en matière d'éducation à l'environnement :
M. Jean MAZODIER, titulaire ; M. Franck JOUANDOUDET, suppléant ;
- d) pour la Société d'Histoire et d'Archéologie d'Arcachon et du Pays de Buch, association locale de valorisation du patrimoine culturel lié à la mer :
Mme Armelle BONIN-KERDON, titulaire ; M. Alain RAS, suppléant.

8. Au titre des personnalités qualifiées

- a) dans le domaine de l'avifaune et des habitats marins et littoraux :
M. Claude FEIGNÉ
- b) dans le domaine scientifique :
Mme Isabelle AUBY, Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer ;
- c) au titre de l'hydro sédimentologie :
M. Aldo SOTTOLICHIO, université de Bordeaux ;
- d) au titre de la formation maritime :
M. Stéphane LARQUEY, lycée professionnel maritime de Ciboure.

Article 2 :

L'arrêté interpréfectoral du 26 février 2019, portant nomination au conseil de gestion du parc naturel marin du Bassin d'Arcachon est abrogé.

Article 3 :

La préfète de la Gironde, préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, le préfet maritime de l'Atlantique et le directeur de l'Agence française pour la biodiversité sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la Gironde, de la préfecture maritime de l'Atlantique et de l'Agence française pour la biodiversité.

A Brest, le 25 JUIN 2019

Le préfet maritime de l'Atlantique

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Lozier', with a long horizontal stroke extending to the right.

Jean-Louis Lozier

A Bordeaux, le 3 JUIL. 2019

La préfète de la Gironde

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'F. Buccio', with a long horizontal stroke extending to the right.

Fabienne Buccio

PREFECTURE DE LA GIRONDE

33-2019-07-04-002

Arrêté portant interdiction de manifestations publiques
prévues le 6 juillet 2019



PRÉFÈTE DE LA GIRONDE

CABINET

Arrêté du **4** **JUIL. 2019**

Arrêté portant interdiction de manifester le samedi 6 juillet 2019 sur certaines voies et espaces publics de la ville de Bordeaux à l'occasion d'appels à rassemblement

**La préfète de la région Nouvelle-Aquitaine,
préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,
préfète de la Gironde,**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2212-2 et L. 2214-4 ;

Vu le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L. 211-1 et suivants ;

Vu le code de la route et notamment son article L. 412-1 ;

Vu le code pénal et notamment ses articles 431-3 et suivants ainsi que l'article R. 644-4 ;

Vu le décret du 27 mars 2019 portant nomination de Madame Fabienne BUCCIO, préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfète de la Gironde ;

Considérant que, en application de l'article L. 211-1 du code de la sécurité intérieure, *sont soumis à l'obligation d'une déclaration préalable tous cortèges, défilés et rassemblements de personnes, et, d'une façon générale, toutes manifestations sur la voie publique* ; que, en application de l'article L. 211-2 du même code, la déclaration est faite à Bordeaux à la préfecture de la Gironde, trois jours francs au moins et quinze jours au plus avant la date de la manifestation ;

Considérant l'existence de nombreux appels, diffusés sur les réseaux sociaux, à une nouvelle journée de mobilisation avec pour mot d'ordre de converger vers différents points de Bordeaux le samedi 6 juillet 2019 dans le cadre du mouvement dit *des gilets jaunes* ; que ce rassemblement, qui n'a pas d'organisateur identifié, n'a fait l'objet d'aucune déclaration auprès des services de la préfecture comme la loi l'exige ; que cette obligation légale de déclaration préalable a pour objet de permettre un échange entre l'autorité de police et des déclarants afin de mettre en place les dispositifs et mesures préventifs permettant de garantir le bon déroulement et la sécurisation de la manifestation ;

Considérant que le centre de Bordeaux, qui comprend notamment la mairie et des bâtiments publics ciblés par des mesures particulières et renforcées de sécurité en permanence, notamment dans le contexte actuel de menace terroriste qui demeure toujours à un niveau élevé, ne constitue pas un site approprié pour des manifestations non déclarées rassemblant un nombre important de personnes sur la voie publique ;

Considérant en outre que les rassemblements qui se sont tenus depuis le 24 novembre 2018 sur la commune de Bordeaux ont été le théâtre d'affrontements violents avec les forces de l'ordre et ont eu pour conséquences de nombreux blessés et de nombreuses dégradations ; que, lors de ces troubles à l'ordre public, de multiples projectiles ont été lancés contre les forces de l'ordre (pavés,

peinture, tessons de bouteilles, pétards...) et plusieurs manifestants ont été interpellés en possession d'armes ou d'objets pouvant servir d'armes par destination (boulons, ammoniacque, eau de javel, pétards, couteaux, batte de base-ball ...); que, par ailleurs, le bilan humain s'élève, pour le département de la Gironde, à 241 blessés pour les forces de l'ordre et les manifestants; que les interventions des forces de l'ordre ont conduit à l'interpellation de 909 personnes;

Considérant que de nouveaux appels à manifestations non déclarées laissent craindre la présence de manifestants violents et armés et une réitération des heurts avec les forces de l'ordre et des dégradations sur les commerces du centre-ville de Bordeaux, objectif privilégié de certains manifestants liés au mouvement des « gilets jaunes »;

Considérant par ailleurs que des manifestations non déclarées se sont déroulées sur la place de la Bourse à Bordeaux, le samedi 6 avril 2019, ont généré des troubles à l'ordre public après dispersion des attroupements à compter de 18h00 et ont nécessité une nouvelle intervention des forces de l'ordre; que la dispersion des manifestants n'a pu être réalisée qu'après 21h00; qu'il est à craindre que de nouveaux troubles à l'ordre public surviennent à nouveau ce samedi 6 juillet à l'occasion de manifestations non déclarées après une première dispersion des attroupements; qu'il importe, dans ces conditions, d'interdire toute manifestation à compter de 18h00 le samedi 6 juillet 2019 sur la place de la Bourse ainsi que les espaces à proximité constitués par le miroir d'eau, le quai de la Douane et le quai Richelieu;

Considérant qu'il appartient à l'autorité de police compétente de concilier l'exercice du droit de manifester avec les impératifs de l'ordre public; que, dans ce cadre, elle se doit de prendre les mesures de nature à prévenir, outre les infractions à la loi pénale, les troubles à l'ordre public, à partir de l'appréciation qu'elle fait du risque qu'ils surviennent;

Considérant, dès lors, que répond à ces objectifs, une mesure qui, sans interdire de manière générale les manifestations, définit afin de garantir la sécurité des personnes et des biens le périmètre dans lequel des restrictions sont mises en œuvre, notamment à l'égard de rassemblements non déclarés, ne bénéficiant d'aucune organisation susceptible de l'encadrer et présentant des risques de troubles à l'ordre public;

Sur proposition de Madame la directrice de cabinet de la préfète de la Gironde;

ARRÊTE

Article 1^{er}: Les cortèges, défilés et rassemblements, sont interdits à Bordeaux le samedi 6 juillet 2019:

- au sein du périmètre défini par:

- le quai Louis XVIII, de l'intersection avec l'allée de Bristol jusqu'au quai du Maréchal Lyautey;
- le quai du Maréchal Lyautey;
- le quai de la Douane;
- le quai Richelieu jusqu'à l'intersection avec le cours d'Alsace-et-Lorraine;
- le cours d'Alsace-et-Lorraine;
- la place Pey-Berland;
- la rue des Frères Bonie;
- le cours d'Albret, de l'intersection avec la rue des Frères Bonie jusqu'à l'intersection avec la

- rue du Dr Charles Nancel Penard ;
- la rue du Dr Charles Nancel Penard ;
 - la place Gambetta ;
 - le cours Georges Clemenceau ;
 - la place Tourny ;
 - le cours de Tournon ;
 - la place des Quinconces ;
 - l'allée de Bristol ;

étant précisé que cette interdiction s'applique aussi sur les voies et espaces publics définissant ce périmètre à l'exception de la place de la Bourse, du quai de la Douane et du quai Richelieu qui ne sont concernés par cette interdiction qu'à compter de 18h00 ;

- sur les voies et espaces publics complémentaires suivants :

- la rue Duffour Dubergier ;
- le cours Pasteur ;
- le cours Victor Hugo ;
- la rue Sainte-Catherine ;
- la place de la Victoire ;
- le miroir d'eau (à compter de 18h00).

Article 2 : Toute infraction au présent arrêté sera réprimée, s'agissant des organisateurs, dans les conditions fixées par l'article 431-9 du code pénal, à savoir six mois d'emprisonnement et de 7.500 euros d'amende et, s'agissant des participants, par l'article R. 644-4 du même code, à savoir une amende prévue pour les contraventions de quatrième classe.

Article 3 : Cet arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs.

Article 4 : Le directeur départemental de la sécurité publique de la Gironde et le maire de Bordeaux ou leurs représentants, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Fabienne BUCCIO